

## **La revue *Urbanisme* en danger.**

La revue *Urbanisme* fête ses 80 ans cette année.

Cela aurait pu être un grand moment, alors que la majorité des humains sont des urbains et que les villes sont au cœur des politiques publiques.

Qu'en est-il en réalité ?

C'est le moment que choisit la Caisse des Dépôts et Consignation pour diviser par deux sa subvention à la revue, dont elle est propriétaire, et pour lancer une restructuration aussi technocratique que dangereuse pour la survie même de la revue.

Tout cela a été lancé très vite, sans concertation ni avec l'éditeur, ni avec l'équipe, ni avec le comité de rédaction, et sans prendre le temps de s'interroger sur la demande croissante que nous constatons à propos des questions urbaines, du logement aux transports en passant par les espaces publics, l'énergie, la sécurité ou la nature en ville.

Quelques éclaircissements s'imposent. Depuis plusieurs années, il est évident pour la rédaction comme pour le Comité de rédaction auquel nous appartenons que la revue doit évoluer : le rôle du numérique, un modèle économique fragile, une internationalisation croissante... Une première expertise lancée par la CDC a été rapidement enterrée. Et, comme c'est souvent le cas, au lieu de tenir compte de ses conclusions et de les adapter à la spécificité d'une telle revue, un nouvel audit a été commandé à des professionnels étrangers aux sujets urbains.

On a coutume de dire, quand on veut couper un arbre, que l'on demande une expertise sur son état de santé. L'audit reprend, dans ses analyses, des points de vue que nous exprimons depuis longtemps mais fait des propositions qui certes satisfont à court terme son commanditaire mais qui, de notre point de vue, mettent sérieusement en danger la revue.

Nous l'avons dit à plusieurs reprises à nos interlocuteurs de la CDC. D'autres options peuvent être élaborées, discutées. Aucun débat n'a eu lieu, aucun retour. Nous appelons la CDC à se ressaisir, à initier un projet consolidant l'avenir de la revue et à le mettre en débat, notamment avec les membres du comité de rédaction qui consacrent bénévolement du temps à une revue nécessaire et précieuse. Il est normal que la Caisse des Dépôts et Consignation, grand établissement public, participe au financement d'une revue d'intérêt général dont l'équilibre économique n'est pas acquis. Il est anormal qu'elle ne cherche pas des solutions de manière concertée, avec intelligence et compétence. Ce n'est pas admissible de mettre ainsi en danger la revue *Urbanisme*. Le processus lancé par la CDC doit être suspendu, pour une évolution féconde et non un enterrement dissimulé.

## **Les signataires**

Sophie Body-Gendrot, Frédéric Bonnet, Jean-Pierre Charbonneau, Paul Chemetov, Anne-Michèle Donnet, Jean Frébault, Renaud Le Goix, Michel Lussault, Olivier Mongin, Jean-Marc Offner, Gilles Rabin, Vincent Renard, Jean-Michel Roux, Gérard Salmona, Chris Younes